Afrique : la “tradition” des mercenaires et autres sociétés militaires privées présents sur le continent

21/12/2019 à 0h14



La Guinée équatoriale a soumis mi-décembre 2019 à ses pairs du Conseil de sécurité de l’ONU une proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre les mercenaires dans le centre de l’Afrique. Le texte “*appelle tous les Etats membres des Nations unies à adopter des législations interdisant à leurs ressortissants de contribuer au recrutement, au financement, à l’entraînement et au transfert de mercenaires ou combattants*“.

La résolution évoque le “*danger d’activités de mercenaires (…), particulièrement pour des petits pays en voie de développement, notamment pour des Etats du centre de l’Afrique*“. Il n’est “pas sûr” que cette idée soit suivie d’effets, a commenté un diplomate sous couvert d’anonymat… […]

“*En Afrique, qui est au cœur du débat d’aujourd’hui, les activités mercenaires demeurent un sujet de grave préoccupation”, expliquait le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, lors d’un débat sur le sujet au*

Conseil de sécurité en février 2019. Il citait l'intervention de tels combattants "au Sahel", ainsi que "dans les violences post-électorales en Côte d'Ivoire en 2010". Étaient également cités le Cameroun et… la Guinée équatoriale.

Les mercenaires, une espèce en voie de disparition ? Pas si simple… Car depuis une vingtaine d'années, on assiste à une évolution dans ce secteur. La "guerre contre la terreur" (voulue par George W. Bush) en Irak et en Afghanistan dans les années 2000 a vu les armées américaine et britannique sous-traiter "une part de plus en plus importante de leurs activités à des sociétés militaires privées (SMP)". Ce que d'aucuns ont appelé la "privatisation de la guerre". "C'est aujourd'hui devenu la norme, les Etats et les sociétés refusant d'assumer la responsabilité de l'usage de la violence et de la force", commente l'ONG britannique War on Want, cité par RFI. […]

Aujourd'hui, on distingue deux types de structures sur ce créneau, observe le chercheur Walter Bruyère-Ostells. D'un côté, les "contractors" des "grandes entreprises occidentales qui font un effort éthique et déontologique". De l'autre, les mercenaires des "petites sociétés, notamment sud-africaines, où des gens s'affranchissent parfois de certaines règles, avec des pratiques de barbouzes à l'ancienne"… […]

France TV Info